



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

1^{er} avril 2026

INVESTISSEMENTS:

LOME ABRITE CE JEUDI LA 1^{ERE} EDITION DE LA CONFERENCE RISQUE PAYS TOGO

Lomé, 1^{er} avr. (ATOP) - La société "Bloomfield investment corporation" a annoncé, le mardi 31 mars à Lomé, au cours d'une rencontre avec les professionnels des médias, la tenue de la première édition de la Conférence risque pays-Togo, le jeudi 2 avril.



Les journalistes



M. Zeze Stanislas

La rencontre a pour objectif de mieux situer les différents risques liés aux investissements. A travers cette initiative portée par Bloomfield Intelligence, il est question d'analyser concrètement les réalités du terrain et de voir clair dans les perspectives de l'environnement des affaires au Togo.

Au programme de cette conférence, des panels réunissant des experts et décideurs ; la présentation du rapport Risque pays Togo ; une intervention stratégique (keynote) et des sessions de networking destinées à favoriser les opportunités d'affaires et les partenariats. Les échanges s'articuleront surtout autour de trois questions clés : quelles sont les vraies opportunités d'investissement au Togo ? Quel rendement peut-on espérer ? Quels sont les risques réels pour les investisseurs ?

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE -----	2-3
NOUVELLES DES PREFECTURES -----	3-14
NOUVELLE DE L'ETRANGER -----	14-15
SPORTS -----	16

Le PDG de Bloomfield, Stanislas Zézé, a fait savoir que les analyses porteront sur cinq éléments essentiels tels que la performance macroéconomique, l'environnement des affaires, la situation socio-politique et sécuritaire, le financement de l'économie et la gestion des finances publiques. Il a aussi précisé que le rapport présenté sera suivi d'échanges avec les différentes parties, y compris le gouvernement togolais qui va donner sa position sur les conclusions.

Le PDG a insisté sur le fait que des réponses claires et précises aux trois questions posées permettront de convaincre les investisseurs à considérer le Togo comme une destination de choix pour leurs investissements. M. Zézé a relevé l'importance de disposer d'une cartographie des investissements mettant en évidence les forces, les faiblesses et les opportunités du Togo.

Bloomfield Investment Corporation est une agence panafricaine spécialisée dans la notation financière et l'évaluation du risque de crédit, basée à Abidjan en Côte d'Ivoire. Créée en 2007, elle accompagne les entreprises, les institutions et les Etats pour faciliter leur accès au financement local. ATOP/SYI/MG



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité



ECHOS DE LA CAPITALE

LES JOURNALISTES INFORMES DES DEFIS DE LA DIGITALISATION DE LA DELIVRANCE DES CERTIFICATS DE NATIONALITE



Les officiels et les journalistes

d'expliquer les difficultés rencontrées, et d'exposer les mesures correctives engagées. Elle a été animée par la magistrate et directrice de la Nationalité, du sceau et de l'identité civile, Kpatcha Tchamdja Kobauyah.

La réforme vise à réduire le délai de traitement des dossiers, optimiser la traçabilité des données, favoriser le suivi des dossiers par les requérants, éviter les attroupements dans les services administratifs ainsi que les recours aux démarcheurs et intermédiaires. Il est question aussi de renforcer la transparence et l'efficacité du service public.

Lancée depuis le 12 décembre 2024, la plateforme de digitalisation des certificats de nationalité a enregistré 165.657 demandes. 127.791 ont été traitées ; 20.555 sont en attentes de dépôt physique après validation des formalités en ligne et 17.311 en attente de correction. Le délai moyen pour le traitement d'un dossier est de 60 jours réglementaire.

Lomé, 31 mars (ATOP) – Le ministère de la Justice et des Droits humains à travers la direction de la nationalité, du sceau et de l'identité civile, a organisé une conférence de presse sur les défis de la digitalisation de la délivrance des certificats de nationalité, le mardi 31 mars à Lomé.

Cette conférence a permis de présenter les objectifs de la réforme de digitalisation des demandes de certificat de nationalité mère et des duplicatas,

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la réforme sont liées au flottement de la connexion internet et au recours aux intermédiaires par les requérants pour les demandes en ligne, compromettant le suivi pour la suite de la procédure. Cette dernière difficulté est la principale cause du non aboutissement de plus de 37.000 demandes enregistrées sur la plateforme, les demandeurs n'ayant pas reçus les notifications pour le dépôt physique ou les corrections.

Pour pallier ces difficultés, il est prévu une tournée nationale de sensibilisation dans les préfectures qui débutera en avril, en collaboration avec le ministère en charge de l'Economie numérique et celui en charge de l'Administration territoriale. Les listes de dépôt des demandes seront affichées dans les préfectures pour être consultées et favoriser les suivis. Une mise à jour de la plateforme est également prévue.

« Le certificat de nationalité est un élément de rattachement d'un individu à un Etat. Sa détention confère à son titulaire des droits tels que le droit de postuler à des emplois en qualité de togolais, et d'être protégé par des missions diplomatiques », a rappelé la directrice. Elle a appelé au respect des procédures, à la patience, car dit-elle, toute réforme nécessite une phase de transition. La directrice a assuré que les efforts seront toujours déployés pour améliorer la qualité du service public. ATOP/EAG/SED



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DES PREFECTURES

TONE/GESTION EFFICACE DES OUVRAGES HYDROAGRIQUES : **DES TECHNICIENS SE FORMENT A L'INGENIERIE SOCIALE**

Dapaong, 1^{er} avr. (ATOP) – Soixante-onze agents techniques des différents services déconcentrés du ministère en charge de l'Agriculture de la région des Savanes ont renforcé leurs compétences en ingénierie sociale pour l'encadrement des populations dans la gestion efficace des ouvrages hydroagricoles, le mardi 31 mars à Dapaong.

L'atelier est initié par le Projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (ProMIFA) avec l'appui financier du gouvernement et du Fonds international de développement agricole (FIDA). Il s'intègre dans une mission d'ingénierie sociale pour une gestion efficace des ouvrages hydroagricoles par les populations bénéficiaires des sites de forages et périmètres maraichers prévus par le projet. Le but est de former les techniciens à mieux encadrer les bénéficiaires pour une meilleure utilisation des sites afin d'améliorer leurs rendements.

La session a permis d'outiller les participants pour conduire les diagnostics des sites retenus et d'actualiser la base de données des producteurs bénéficiaires de la région. Les échanges ont porté sur la mobilisation des populations à la participation active



Les techniciens et formateurs

aux travaux de construction des forages et les dispositions à prendre pour que les producteurs mettent en valeur les sites afin d'améliorer leurs conditions de vie.

Le représentant du directeur régional de l'Agriculture des Savanes, M. Bakona Batobakou a indiqué que ce projet va permettre de créer des conditions favorables pour la réalisation des activités de maraîchage à contre saison. Il a exhorté les techniciens à jouer leur partition pour la réussite du projet en faveur des producteurs de la région où le maraîchage est une activité très importante pour la résilience et la sécurité alimentaire.

L'ingénieur agronome spécialiste en développement des chaînes de valeurs au ProMIFA, Gnoungo Dissirama a souligné que le projet prévoit au total la réalisation de 400 forages et 400 superstructures métalliques surmontés de tanks ainsi que des périmètres maraichers qui seront répartis dans les cinq régions du pays. Pour lui, il est important de mobiliser les techniciens en prélude au démarrage des travaux pour mieux encadrer les populations bénéficiaires.

La formation des agents d'encadrement sera suivie de la sensibilisation des populations et de la collecte des données auprès des bénéficiaires. Il est également prévu la mise en place et la formation des comités de gestion des forages et périmètres maraichers, ainsi que la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation.

ATOP/TKA/JK/BV

LACS :

FIN DES MICROPROJETS D'APPUI DU PROJET 33 DE LA FEUILLE DE ROUTE GOUVERNEMENTALE

Aného, 1^{er} avr. (ATOP) - Un atelier a marqué la fin des microprojets d'appui à la mise en œuvre des Plans de développement des communes (PDC) du projet 33 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, le mardi 31 mars à Aného.

L'assise a été organisée par le ministère délégué, chargé du Développement local avec l'appui technique et financier de la coopération allemande à travers la GIZ. Il s'inscrit dans la



Les participants

dynamique du Programme décentralisation et gouvernance (ProDeG IV). L'atelier a réuni plus d'une centaine d'acteurs institutionnels, des représentants des collectivités territoriales ainsi que des partenaires techniques et financiers impliqués dans le processus de décentralisation. Il a permis de faire le bilan des actions menées, de partager les résultats obtenus et de tirer les enseignements des microprojets mis en œuvre au profit des communautés dans la perspective de pérennisation des acquis.

Le bilan a porté sur le contexte et la méthodologie d'appui à la mise en œuvre des microprojets, l'analyse rétrospective de la situation de référence avant le démarrage des microprojets et celle des changements induits par la réalisation des projets sur les populations. Les avancées réalisées dans l'accompagnement des communes bénéficiaires du programme notamment en termes de renforcement des capacités, de participation citoyenne et de renforcement de l'accès des communautés à l'eau potable, à l'assainissement, aux soins de santé de base, ont été relevées.

Quelques microprojets réalisés ont été présentés avec un accent sur la situation de départ, les objectifs, les actions, les résultats obtenus, les facteurs de réussite, les difficultés rencontrées, la capitalisation des acquis et les leçons apprises. Il résulte des rapports qu'au total 678 853 740 FCFA ont été accordés par la coopération allemande au

titre de convention locale pour financer 23 microprojets issus des PDC des communes de Oti-Sud 1, Dankpen 1, Mô 2, Blitta 1, Est-Mono 1, Haho 1, Agou 1, Avé 2, Vo 2 et Lacs 1. Des échanges ont été menés sur les défis et les perspectives pour la pérennisation des acquis.



Table d'honneur

significative à l'opérationnalisation du projet 33 axé sur le renforcement de la décentralisation et le développement local.

Le premier conseiller et chef de coopération de l'ambassade d'Allemagne au Togo, Johannes Klotz a salué la vision portée par le gouvernement togolais à travers le projet 33 qui place les territoires au cœur de l'action publique et reconnaît le rôle déterminant des collectivités territoriales dans la transformation structurée du pays. Il a formulé le vœu que les enseignements issus de cet atelier contribuent à renforcer davantage l'efficacité des politiques publiques locales et à consolider les bases d'un développement harmonieux, inclusif et durable.

L'adjoint au maire des Lacs 1, Agossou Kangni Kouévi a souligné que les microprojets ont contribué à apporter des réponses concrètes en termes d'amélioration des services de base, d'appui aux activités économiques, et exhorté à transformer ses acquis en progrès durable.

Le secrétaire général du gouvernement de la région Maritime, Dotsè Médjina a pris part aux travaux.

ATOP/DK/MG/KYA

UNE CAUSERIE-DEBAT SUR LEADERSHIP FEMININ POUR CELEBRER LA JOURNEE DES DROITS DE LA FEMME



Mme Ablamba (au micro) livrant son message

secrétaire générale de la Présidence du Conseil en présence des représentants résidents des agences onusiennes. La rencontre a mobilisé des femmes des associations et groupements de la commune, des organisations de la société civile, des partenaires, des femmes leaders, des élus locaux et autres personnalités.

Le représentant du ministre délégué, Dr Waharé Yaovi, responsable de la cellule coopération et gestion des projets de développement, a souligné que le développement local est au cœur des priorités du gouvernement, engagé à faire des communes et régions, des modèles et pôles d'un développement harmonieux, équilibré et durable. Il a salué l'engagement des différents acteurs et la qualité du partenariat avec la GIZ, soulignant que ces microprojets ont contribué de manière

Aného, 1^{er} avr. (ATOP) - Une causerie-débat sur le thème « Leadership féminin et autonomisation : agir ensemble pour un avenir plus sûr et prospère » s'est déroulée le samedi 28 mars à Aného dans la commune Lacs 1.

Cette activité entre dans la célébration en différé de la journée internationale des droits de la femme, édition 2026. A l'actif de la mairie de la commune Lacs 1, elle a été présidée par

Mme Sandra Ablamba Johnson, ministre

L'assistance a été entretenue sur plusieurs sous-thèmes à savoir : « Le leadership féminin : promouvoir la participation et la prise de décision », « Autonomisation économique : renforcer l'indépendance financière » et « Les violences basées sur le genre : prévenir, protéger et accompagner ». Les échanges ont porté également sur « Les nations Unies et la problématique du genre : comprendre les enjeux pour agir », « Défis et accès au financement des femmes : quelles solutions pour renforcer l'entrepreneuriat féminin ? » et « Education et protection des filles : investir dans l'avenir ».

Mme Johnson a relevé les efforts du gouvernement et les avancées enregistrés par le pays en matière de promotion des femmes dans les instances décisionnelles. Elle a mis l'accent sur les défis persistants dans la lutte contre l'égalité de genre. Mme Johnson a insisté sur la nécessité de garantir à toutes les femmes leurs droits, un accès équitable aux ressources économiques et aux opportunités de développement. Elle a exhorté les femmes à s'approprier de leurs droits pour mieux défendre leurs intérêts.



Les femmes exprimant leur joie

Le maire de la commune Lacs 1, Me Aquéréburu Coffi Alexis a saisi l'occasion pour présenter à l'assistance le projet de construction de la maison de la femme. Cette maison, dit-il, a pour vocation de les rassembler pour promouvoir leurs droits et d'améliorer leur bien-être pour le développement durable. Il a invité l'ensemble des acteurs à unir leurs efforts pour bâtir un avenir plus juste et prospère à toutes les femmes.

Les représentantes résidentes des agences onusiennes notamment Mmes Coumba Dieng Sow, coordinatrice du système des nations Unies au Togo, Binta Sanneh du PNUD et Elise Kakam de l'UNFPA ont réaffirmé leur adhésion à cette initiative de construction d'infrastructure dédiée à l'autonomisation de la femme. ATOP/DK/BV

CINKASSE/ENVIRONNEMENT :

LES ACTEURS DE LA FILIERE BOIS EXHORTES A EVITER L'ABATTAGE ANARCHIQUE DES ARBRES

Cinkassé, 1^{er} avr. (ATOP) - Le directeur préfectoral en charge des Ressources forestières de Cinkassé, Lt. Sambiani Bétindame a invité, le lundi 30 mars, les acteurs de la filière bois de la préfecture de Cinkassé à éviter l'abattage anarchique des arbres.

Cette invite fait suite au communiqué de la direction régionale de tutelle, en date du 17 mars, relatif à l'interdiction d'abattage anarchique d'arbres dans la région des Savanes. Elle a été faite lors d'une séance qui a regroupé des vendeurs de bois d'ouvrage, de bois de chauffe et de charbon de bois, des responsables syndicaux de transporteurs et des brasseuses de boissons locales.



Des participants

Ce communiqué révèle l'état avancé du fléau dans les villages riverains de la forêt classée de Galangashie, du ranch Namiélé, du complexe d'aires protégées Oti-Kéran-Mandouri, des forêts communautaires et le long des berges des cours d'eau. Des espèces d'arbres protégées comme le néré, le karité et autres sont détruits.

Le directeur préfectoral a fait savoir à son auditoire que tout abattage d'arbre, quelques soient les raisons et tout transport de bois sont subordonnés à l'obtention d'une autorisation de coupe et d'un laissez passer délivrés par les services du ministère en charge des Ressources forestières. « Par conséquent, toute personne surprise dans les activités de coupe ou de transport de bois d'ouvrage, bois de chauffe, de charbon de bois, sans document requis, s'exposera à la confiscation des produits transportés, à la saisie de longue durée des engins de transport et à d'autres sanctions plus sévères », a averti le Lt Sambiani. ATOP/BB/JK/ BV

DOUFELGOU/ PROMOTION DES FILIERES GINGEMBRE ET SESAME :
DES PRODUCTEURS RENFORCENT LEURS CAPACITES A SIOU

Niamtougou, 1^{er} avr. (ATOP) - Les producteurs de gingembre et de sésame des cantons de Siou, Pouda, Massédéna et Ténéga participent, du 30 mars au 7 avril à Siou, (commune Doufelgou 1) à une session de formation consacrée à l'amélioration des techniques de production et de transformation de ces cultures.



M. Waguéna (1er à Gauche) ouvrant les travaux



L'assistance

Cette formation, organisée par l'ONG « ELAN » avec l'appui technique du cabinet Conseil et formation en industries agroalimentaires et écologie industrielle (CFIA-EI), s'inscrit dans une dynamique de professionnalisation du secteur. Elle a bénéficié du soutien financier du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP). L'initiative vise à doter les participants de compétences pratiques en matière de technique culturales améliorées, de transformation, de conservation et de distribution des produits dérivés du gingembre et du sésame.

Les participants seront outillés pour mieux identifier les caractéristiques des plants, choisir des sols adaptés, maîtriser les périodes optimales de production et appliquer efficacement les techniques de prétraitement des récoltes. Ils bénéficieront d'enseignements pratiques portant sur les généralités liées au gingembre et au sésame ; les techniques de culture ; ainsi que les procédés de transformation du gingembre et la fabrication de l'huile de sésame. La formation mettra également l'accent sur les différentes étapes de la transformation artisanale des produits.

Le premier adjoint au maire de Doufelgou 1, Waguéna Balakom, a fait savoir que le gingembre et le sésame, étant aujourd'hui des cultures à fort potentiel, leur maîtrise, aussi bien en production qu'en transformation, constitue une véritable opportunité pour accroître les revenus des producteurs et renforcer la sécurité alimentaire.

Le chef d'antenne du FNAFPP Kara, Lochina Mahamadou, a indiqué que cette activité s'inscrit dans la vision du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, qui fait du secteur agricole, un levier stratégique de développement national. Il a précisé que l'agriculture demeure un maillon essentiel de l'économie et une priorité du gouvernement.

M. Lochina a, par ailleurs, exhorté les formateurs à privilégier un travail de qualité basé sur une pédagogie active, tout en invitant les bénéficiaires à faire preuve de discipline, de ponctualité, d'assiduité et d'engagement tout au long de la formation.

Le formateur, directeur du cabinet CFIA-EI, Douthe Komlanvi, a souligné que ce séminaire vise à encourager et inciter à la culture du gingembre et du sésame, à aider les producteurs à identifier les zones favorables et à maîtriser les techniques de transformation. Il a relevé qu'après la récolte, le gingembre peut rapidement se dégrader s'il n'est pas bien conservé, alors que des méthodes adaptées permettent de le transformer et de le conserver pendant plusieurs années sans altération.

ATOP/SG/TAL/BA

BASSAR/PROJET CORRIDOR LOME-OUAGADOUGOU-NIAMEY : **DES COMITES DE GESTION DES PLAINTES INSTALLEES**

Bassar, 1^{er} avr. (ATOP) - Une délégation des responsables du Projet corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey (PCE-LON), conduite par Dr Cecilia Akoua Tameloukpo, a installé des comités de gestion des plaintes, le lundi 30 mars dans la commune Bassar 1.



L'assistance



Le maire Bassar 1 (au micro) clôturant la séance

Les comités mis en place sont composés du Comité villageois de gestion des plaintes (CVGP), Comité cantonal de gestion des plaintes (CCaGP), du Comité communal de gestion des plaintes (CCoGP) ainsi que du Comité national. Ils ont pour mission de recevoir, traiter et orienter les plaintes sensibles vers les services compétents, tout en assurant un suivi régulier et la production de rapports.

Les membres des différents comités ont été renseignés sur les étapes et les attitudes à adopter dans le traitement des plaintes, la signature des procès-verbaux y afférents, ainsi que le protocole de référencement du plan d'action lié aux Violences basées sur le genre (VBG). Cette démarche vise à assurer une large diffusion du Mécanisme de gestion des plaintes (MGP) et à faciliter son appropriation par les populations.

Le préfet de Bassar, le lieutenant-colonel Assiah Hodabalo, a souligné que cette initiative permet de mieux définir les rôles et responsabilités des comités, notamment en matière de promptitude, d'assiduité et d'impartialité. Il a exhorté les membres à faire preuve d'engagement, de discipline et d'esprit de collaboration pour la réussite de leur mission.

La cheffe de délégation du PCE-LON a fait savoir que le MGP entend clarifier les procédures d'enregistrement, de traitement et remonter des informations relatives aux plaintes, tout en garantissant à chaque citoyen un accès simple et équitable au dépôt de doléances en lien avec le projet. Dr Tameloukpo a salué l'engagement des autorités

locales et des membres des comités pour leur mobilisation, tout en insistant sur la nécessité d'un travail collectif afin de garantir l'efficacité du dispositif.



Dr. Tameloukpo remettant un kit symbolique au comité CcoGP1

Nangbani pour améliorer l'accès à la Zone d'aménagement agricole planifiée (ZAAP), des travaux sur la route nationale N°1 (tronçon Aouda–Aléhéridè, long de 110 km) ainsi que de l'aménagement de 62 km de pistes rurales desservant les agropoles de la région de la Kara. ATOP/LK/TAL/AO

Le spécialiste en sauvegarde environnementale, Kazimna Madibozi, a détaillé les procédures de gestion des plaintes et de règlement des litiges. Il a appelé les comités à privilégier une approche équitable, transparente, participative et efficace dans le traitement des doléances.

Mis en œuvre par le gouvernement avec l'appui financier de la Banque mondiale, le PCE-LON s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation de la piste de

ZIO/ RENOUELEMENT DES ORGANES DES CHAMBRES DE METIERS :
LES ARTISANS DE LA MARITIME ECLAIRES SUR LE REGIME
ELECTORAL A TSEVIE

Tsévié, 1^{er} avr. (ATOP) – Les artisans de la région Maritime ont été sensibilisés sur l'arrêté portant régime électoral des chambres de métiers, le mardi 31 mars à Tsévié.

La sensibilisation intervient dans le cadre du renouvellement des organes des chambres de métiers au Togo après une mandature de quatre ans qui prend fin en avril prochain. Elle est initiée par le ministère délégué chargé du Commerce et du contrôle de la qualité. L'objectif est d'informer les artisans sur les conditions de participation et d'organisation de ces élections pour que ceux ou celles désireux d'y prendre part puissent être au même niveau d'information.



Des participants

La sensibilisation a porté sur les conditions d'éligibilité, le chronogramme, les dossiers et la demande de candidature. Elle a aussi permis de rappeler les attributions des membres des commissions électorales, l'organisation du scrutin, la proclamation des résultats et le contentieux électoral.

L'arrêté introduit des innovations notamment au niveau du cadre organisationnel et des réformes au niveau des commissions électorales. Il stipule qu'au niveau de chaque préfecture, il y aura une commission électorale ad'hoc pour mettre en place les organes des chambres préfectorales. De même, il est prévu une commission régionale placée sous la responsabilité des gouverneurs, chargée de mettre sur pied les organes des chambres régionales des métiers.

Au niveau national, il existe une commission qui va s'occuper de la mise en place des chambres de métiers. Une autre innovation contenue dans l'arrêté concerne les femmes qui, malgré leur nombre ne sont pas présentées à tous les niveaux. Les dispositions encouragent la participation de celles-ci à ces élections où un quota leur est

réservé. De plus, les frais de cautionnement sont réduits à tous les niveaux si elles désirent candidater.



Des artisans de la Maritime



M. Mensah (milieu) ouvrant les travaux

Le directeur de cabinet du ministre délégué chargé du Commerce, Mensah Koffi Vinyo, s'est félicité de la rencontre qui permet aux participants d'avoir toutes les informations sur ce texte avant de voter ou de se présenter à ces élections.

Le directeur de l'Artisanat, Dermame Moutala et le président de la chambre régionale de métiers de la Maritime, Aba Ekud Amen ont relevé que le secteur de l'artisanat est un secteur à fort potentiel de croissance. Ils ont invité les artisans de la région à relayer les informations à leurs collègues afin d'éviter des ambiguïtés.

ATOP/BBG/MEK

L'EXECUTIF COMMUNAL EXHORTE LES FEMMES A S'IMPLIQUER POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

Tsévié, 1^{er} avr. (ATOP) – La commune Zio 1 a célébré en différé, le mardi 31 mars à Tsévié, la journée internationale des droits de la femme autour du thème « Face aux actions de développement communal, quelle implication des femmes ? ».

La rencontre a été initiée par le maire dans le but de créer un espace pour mettre en lumière la contribution des femmes au développement local. Elle a réuni des femmes de divers horizons, notamment des marchés, de l'administration communale et des organisations locales.

La manifestation a été marquée par des partages d'expériences de femmes modèles de réussite, des sketches de sensibilisation sur le rôle et l'implication des femmes dans l'action communale.

Le thème retenu pour la célébration a été développé par le directeur préfectoral des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance de Zio, Adjamagbo Kossi René. Il a expliqué le fonctionnement d'une commune, notamment l'identification des besoins, la planification, la mise en œuvre et le suivi des actions de développement. M. Adjamagbo a invité la municipalité à renforcer la communication avec les populations, en particulier les femmes et à encourager leur organisation en groupements pour mieux les impliquer dans les actions de développement de la commune.

La représentante du gouverneur de la région Maritime, Mme Olonso Afoua a rappelé que la journée internationale des droits de la femme constitue une occasion de célébrer les acquis tout en réfléchissant aux défis à relever. Elle a souligné que le



Les parties prenantes

développement des communes ne saurait se faire sans la contribution active des femmes. Mme Olonso a invité ses consœurs à continuer d'être des modèles de courage, d'innovation et de leadership dans leurs communautés pour impacter d'autres femmes.



Mme Olonso lors de son exhortation



L'assistance

La conseillère municipale de Zio1, Mme Nomagnon Akossiwa a relevé que cette célébration est une occasion pour affirmer la place des femmes dans la société afin qu'elles contribuent au développement local. « Nous voulons montrer que nous existons et que nous pouvons contribuer efficacement au développement de notre commune », a-t-elle déclaré. Mme Nomagnon a, en outre, insisté sur la nécessité de l'union et de la solidarité entre les femmes, quels que soient leurs secteurs d'activités, et annoncé l'organisation périodique de rencontres et de cadres de réflexion pour renforcer l'engagement des femmes.

ATOP/AM/BBG/MD

ANIE :

TROIS GROUPEMENTS FEMININS REÇOIVENT DU MATERIEL AGRICOLE



Des autorités et des bénéficiaires devant le matériel offert

solidaire est de soutenir les groupements féminins exerçant dans le domaine agricole afin de leur permettre de booster leur activité.

Les trois groupements agricoles féminins d'Anié ont reçu des semoirs et batteuses des mains de la ministre en charge des solidarités. Elles ont été par ailleurs sensibilisées et édifiées sur plusieurs sujets, entre autres, la traite des enfants, l'entrepreneuriat féminin et l'éducation de la jeune fille.

La ministre, Sankaredja-Sinandja a exhorté les femmes à profiter des opportunités que l'Etat leur offre dans les différents domaines. La ministre a réitéré la disponibilité et la volonté du gouvernement à accompagner, aider et soutenir les femmes pour la promotion de leurs droits.

ATOP/KV/KKT/GMM

Anié, 1^{er} avr. (ATOP) – La ministre des Solidarités, du genre, de la famille et de la protection de l'enfance, Mme Moni Sankarédja-Sinandja a remis, le mardi 31 mars, du matériel agricole à trois groupements féminins de la préfecture d'Anié notamment de Bansa copé, Wiliké et d'Adogbéno.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la célébration de la journée internationale des droits de la femme commémorée chaque 8 mars. L'objectif est de ce geste

AGOU/ASSAINISSEMENT EN MILIEU SCOLAIRE :
LE CEG DE GLEKOPE DOTE D'INFRASTRUCTURES SANITAIRES

Agou-Gadzépé, 1^{er} avr. (ATOP) - Le Collège d'enseignement général (CEG) de Glekopé, dans la commune Agou 2, a été doté d'infrastructures sanitaires, le mardi 31 mars dans la localité.



Un bloc sanitaire



L'adduction d'eau

Ces infrastructures sont composées de deux blocs sanitaires Toilettes à chasse manuelle (TCM), d'un espace réservé aux jeunes filles ainsi que d'une mini-adduction d'eau potable. Les deux blocs sanitaires sont équipés de lavabos, d'urinoirs et de toilettes modernes. La mini-adduction d'eau comprend un forage d'une profondeur de 47,7 mètres, un château d'eau d'une hauteur de 8,2 mètres, alimenté par énergie photovoltaïque, avec un débit de 1,6 m³ ainsi que des pompes automatiques.

Ces infrastructures ont été réalisées grâce à l'association française Afrique 70, avec l'appui de l'ONG Recherche action pour le développement intégré (RADI) et de la direction régionale de l'éducation dans le cadre du programme eau et assainissement en milieu scolaire au Togo. Le financement est assuré par l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, la région Bourgogne-Franche-Comté et le Syndicat mixte des eaux du Breuchin.

Le projet vise à garantir un accès durable à l'eau potable au sein de l'établissement et dans ses environs, à réduire les maladies liées à l'insalubrité de l'eau et à promouvoir de meilleures pratiques d'hygiène chez les apprenants. Les travaux ont été exécutés par l'entreprise EFOB.

Le secrétaire général de la préfecture d'Agou, Charles Kodjo Assignon, a souligné que ces infrastructures constituent un investissement essentiel pour le bien-être, la dignité et la réussite scolaire des élèves, en particulier des jeunes filles. Il a rappelé que l'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires adéquates est un droit fondamental et un levier pour améliorer les conditions d'apprentissage.

Le chef d'inspection de l'enseignement secondaire général, Kpatcha Porohara, représentant le directeur régional de l'éducation, a salué l'initiative qui permettra aux élèves d'évoluer dans un cadre sain et propice à la réussite scolaire.

Le président de l'association Afrique 70, Hubert Willemin, a indiqué que ces réalisations contribueront à améliorer les conditions sanitaires des élèves. Il a réaffirmé l'engagement de son organisation à soutenir des actions en faveur du bien-être des populations.



Des autorités et acteurs de l'éducation

Créée en 2019, l'association Afrique 70 intervient principalement au Togo et au Mali à travers des projets d'accès à l'eau potable, d'assainissement et d'appui au secteur éducatif. ATOP/BSM/AO/KYA

OTI/FESTIVAL INTERCLUB FEMININ POUR LA PAIX ET LA COHESION SOCIALE :
LES CLUBS « TIMONTANKITCHOT » ET « AGNIEN » SACRES A GANDO ET MANGO

Mango, 1^{er} avr. (ATOP) - Les clubs féminins « Timontankitchot » du canton de Tchamonga (Oti-Sud 1) et « Agnién » du canton de Mango (Oti 1) ont remporté le trophée du festival culturel national interclub féminin pour la promotion de la paix, de la cohésion sociale et du vivre-ensemble, respectivement les 29 et 30 mars à Gando et à Mango.



Remise du trophée au club vainqueur à Mango



Le vainqueur de l'Oti sud recevant son trophée à Gando

Ces deux clubs représenteront leurs communes lors des étapes régionale et nationale dudit festival. Ils auront aussi à sensibiliser leurs pairs dans les villages et cantons sur les valeurs de paix, de cohésion sociale et de vivre ensemble pour endiguer l'extrémisme violent de la région des Savanes.

Au cours du festival, chaque club a présenté en 15 mn, un sketch et une danse folklorique véhiculant des messages de paix, de vivre ensemble, de cohésion sociale, de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Ils ont été notés par un jury sur la clarté du message, la pertinence par rapport au contexte local, l'occupation du podium et la réaction du public entre autres.

Dans l'Oti-Sud 1, le club de Tchamonga a totalisé 78,1 points sur 100. Il est suivi de « Titankitcho » du canton de Mogou 74,6 points, « Nitrote » du canton de Gando 71 et « Oumtourneté » de Sagbiebou 65. Pour le compte de l'Oti 1, après « Agnién » 80,1 points, la 2^e place est occupée par le groupe « T'tankoh » du canton de Faré avec 80 points, suivi du club « Ibayoyé » du canton de Sadori avec 51 points. Les vainqueurs ont été gratifiés d'un trophée et d'une enveloppe. Quant aux autres clubs, ils sont repartis avec une enveloppe chacun.

Le festival est initié par l'ONG Youth Awake dans le cadre du projet, « Renforcement de l'inclusion et de la résilience des jeunes et des femmes pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme tout en promouvant l'harmonie sociale et la cohésion sociale durable Phase 2 ». Ce projet est financé par le ministère fédéral des Affaires étrangères de l'Allemagne. Le but est d'amener les femmes et les jeunes à jouer leur partition pour la promotion de la paix et du vivre ensemble en vue d'un Togo paisible et émergent.



Une séquence du sketch du club de Tchamonga dans l'Oti sud 1

Le préfet de l'Oti, Col Ouadja Gbandi, l'administrateur des collectivités de l'Oti-Sud, Koumonguelone Alain, le directeur régional de la Culture et des Arts des Savanes, Abi Essozimna et les maires des communes concernées ont souligné que ce festival permettra de consolider l'unité et la concorde nationale. Ils ont réitéré leur engagement à accompagner l'ONG Youth Awake dans sa mission.

Le directeur exécutif et l'experte en genre de l'ONG de Youth Awake, Kolani Tobigue et Mme Koufam Adjowa ont indiqué que le choix des femmes pour ce festival n'est pas anodin. « C'est pour les amener à transformer leurs communautés en aidant les Forces de l'ordre et de sécurité à sécuriser leurs communautés », ont-ils indiqué.

ATOP/TT/JK/MG



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité



NOUVELLES DE L'ETRANGER

L'ANCIEN PRESIDENT GHANEEN AKUFO-ADDO NOMME A LA TETE DE LA MISSION D'OBSERVATION ELECTORALE DE LA CEDEAO AU BENIN

Accra, (Xinhua) - L'ancien président ghanéen Nana Addo Dankwa Akufo-Addo a été désigné pour diriger la mission d'observation électorale de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lors de l'élection présidentielle qui se tiendra au Bénin le mois prochain.

"La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest a nommé l'ancien président ghanéen Nana Addo Dankwa Akufo-Addo à la tête de sa mission d'observation électorale pour la prochaine élection présidentielle en République du Bénin, prévue le 12 avril 2026", indique un communiqué publié mardi par le bureau de l'ancien dirigeant ghanéen.

Selon le document, M. Akufo-Addo dirigera une délégation équilibrée et multidisciplinaire composée de diplomates, d'experts électoraux, de représentants des commissions électorales nationales, de membres du Parlement de la CEDEAO et du Conseil des sages, ainsi que de fonctionnaires de la Cour de justice de la CEDEAO.

M. Akufo-Addo devrait rentrer au Ghana le 15 avril après l'observation électorale.

Xinhua

CAMEROUN :

2 MORTS DANS UNE ATTAQUE DE BOKO HARAM DANS L'EXTREME-NORD

Yaoundé, (Xinhua) - Au moins deux personnes ont été tuées lors d'une attaque attribuée aux combattants du groupe djihadiste Boko Haram dans la nuit de mardi à mercredi dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, ont rapporté mercredi des sources sécuritaires et locales.

Les assaillants ont pris pour cible le marché de Tourou, dans l'arrondissement de Mokolo, département du Mayo-Tsanaga, situé près de la frontière nigériane. Le bilan provisoire fait état de deux morts, dont une personne égorgée et une autre brûlée dans l'incendie provoqué par les assaillants.

Trois autres personnes ont été blessées au cours de l'attaque, tandis qu'un enfant âgé de huit ans a été enlevé par les assaillants, ont précisé les mêmes sources.

Les combattants ont également emporté plusieurs biens appartenant aux commerçants et aux habitants, notamment huit motocyclettes ainsi que diverses marchandises, avant de se replier vers une destination inconnue.

Le marché de Tourou, situé dans une zone frontalière fréquemment exposée aux incursions des combattants de Boko Haram, constitue un important point d'échanges commerciaux entre les populations locales.

Xinhua

TURQUIE :

18 MORTS DANS LE NAUFRAGE D'UN BATEAU AU LARGE DE LA COTE SUD-OUEST DU PAYS

Istanbul, (Xinhua) - Au moins 18 migrants sont morts et 21 autres ont été secourus mercredi après le naufrage d'un canot pneumatique transportant des migrants clandestins au large de la province de Mugla, dans le sud-ouest de la Turquie, selon les garde-côtes turcs.

Selon la chaîne NTV, l'embarcation a chaviré vers 06H00 heure locale (03H00 GMT) au large d'une station balnéaire prisée du district de Bodrum. Après avoir reçu l'appel de détresse, les garde-côtes turcs ont dépêché plusieurs bateaux et avions sur les lieux pour initier les protocoles d'urgence.

Des opérations de recherche et de sauvetage approfondies sont actuellement en cours par voie maritime et aérienne, tandis que les autorités continuent de ratisser la zone à la recherche d'éventuels disparus. La destination des migrants n'a pas été immédiatement précisée.

Xinhua

KREMLIN :

L'UKRAINE DOIT RETIRER SES FORCES DU DONBASS

Moscou, (Xinhua) - Le président ukrainien Volodymyr Zelensky doit retirer ses forces de la région du Donbass, a déclaré mercredi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

"Comme nous l'avons déjà dit, il doit prendre ses responsabilités et prendre cette décision difficile. En le faisant, il pourrait sauver de nombreuses vies", a affirmé M. Peskov. "Plus important encore, cela pourrait mettre fin à la phase active de ce conflit."

La pause dans les pourparlers trilatéraux entre la Russie, les Etats-Unis et l'Ukraine n'est néanmoins pas liée à la question des forces armées ukrainiennes au Donbass, a ajouté le porte-parole.

Par ailleurs, le ministère russe de la Défense a indiqué que les forces russes avaient pris le contrôle total de la région de Lougansk, ajoutant que des localités telles que Verkhniaïa Pissarevka, dans la région de Kharkiv, et Boïkovo, dans la région de Zaporijjia, étaient aussi sous le contrôle total de la Russie.

Xinhua



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



SPORTS

DIX NATIONS AFRICAINES AU MONDIAL 2026 :

UN RECORD HISTORIQUE POUR LE CONTINENT

CAIRE, (CAF) - L'Afrique n'a jamais été aussi bien représentée sur la scène mondiale. Grâce à la qualification héroïque de la RD Congo mardi soir, le continent comptera dix représentants lors de la Coupe du Monde 2026, un record historique qui confirme la montée en puissance du football africain.

Les Léopards ont arraché le dernier billet africain au terme d'un barrage intercontinental irrespirable face à la Jamaïque, remporté 1-0 après prolongation. Un succès qui leur permet de rejoindre les neuf autres nations déjà qualifiées pour ce mondial, nouvelle formule.

Jamais auparavant l'Afrique n'avait envoyé autant d'équipes à la Coupe du Monde. Un symbole fort de l'évolution et de la reconnaissance croissante du football africain sur la scène internationale.

Une nouvelle dimension pour le football africain

Cette augmentation du nombre de représentants africains s'inscrit dans l'élargissement de la Coupe du Monde à 48 équipes, une réforme majeure qui offre davantage d'opportunités aux nations émergentes.

Avant la qualification de la RD Congo, le Sénégal, le Maroc, l'Égypte, le Ghana, l'Algérie, la Tunisie, la Côte d'Ivoire, le Cap-Vert et l'Afrique du Sud avaient déjà validé leur présence.

Le retour de la RD Congo, absente du tournoi depuis 1974, ajoute une dimension particulière à cette page d'histoire. Plus de cinquante ans après leur unique participation, les Congolais retrouvent enfin la plus grande scène du football mondial.

Un continent en pleine progression

Les sélections africaines n'ont cessé de gagner en crédibilité ces dernières années. Le parcours historique du Maroc, demi-finaliste du Mondial 2022, reste le symbole le plus éclatant de cette progression et de la compétitivité grandissante des équipes du continent.

Ces places supplémentaires apparaissent ainsi comme une reconnaissance des progrès accomplis, mais aussi comme une formidable opportunité pour de nouvelles nations de se révéler. Pour le Cap-Vert, par exemple, il s'agira d'une première participation historique, tandis que des habitués comme le Ghana ou le Sénégal tenteront de capitaliser sur leur expérience passée pour franchir un nouveau cap.

Une vitrine pour l'avenir

La présence de dix équipes africaines devrait également renforcer la visibilité du continent sur la scène mondiale et inspirer toute une nouvelle génération de joueurs.

Elle témoigne aussi des investissements réalisés ces dernières années dans la formation, les infrastructures et l'encadrement technique, autant de facteurs qui contribuent à l'émergence d'équipes nationales plus compétitives.

Cap sur un Mondial hors norme

Organisée aux États-Unis, au Canada et au Mexique, la Coupe du Monde 2026 s'annonce comme la plus grande de l'histoire. Pour l'Afrique, ce rendez-vous dépasse la simple question du nombre de participants. Il s'agit d'une véritable confirmation de son statut dans le football mondial.

Avec dix équipes engagées, le continent ne viendra pas seulement pour participer. Il viendra avec des ambitions, des certitudes... et l'espoir de laisser une empreinte durable sur le plus grand théâtre du football mondial. CAF

